

Accueil / Mouvement des lycéens (2026) / « Nous ne voulons pas de ce journalisme »

« Nous ne voulons pas de ce journalisme »

21 octobre 2026

Nous reproduisons cette tribune signée par 780 étudiants en journalisme, et parue initialement dans L’Humanité le 16 octobre.

Dans le contexte du mouvement social lycéen actuel d’ampleur, nous, étudiantes et étudiants en école de journalisme, soutenons les revendications sociales de l’Union Étudiante dans sa pétition lancée le 5 octobre 2026, qui a récolté à ce jour 75 000 signatures [1].

Nous dénonçons la couverture médiatique actuelle du mouvement lycéen par une grande partie des médias. Nous l’estimons intolérable. Les revendications lycéennes se retrouvent invisibilisées par des lignes éditoriales sensationnalistes et orientées.

Tout comme la Ligue des droits de l’Homme, nous accusons certains médias d’omettre les violences policières, en se concentrant davantage sur les incidents provoqués par des « *individus extérieurs* », qui se seraient greffés aux groupes des lycéen·nes. Il est également important de souligner que certains médias refusent toujours de flouter les mineur·es pris·es en photos et vidéos, bafouant ainsi leurs droits.

Sous couvert d’une prétendue impartialité journalistique, certaines rédactions faussent l’accès à l’information pour décrédibiliser le mouvement. ACRIMED, l’Observatoire des médias, relate qu’entre le 28 septembre et le 1er octobre 2026, les JT de France 2 (ceux de 13h et 20h) ont consacré seulement 11 sujets aux mobilisations lycéennes : 75 % du temps des sujets abordaient la dégradation matérielle, 8 % les revendications et seulement 3 % concernaient les violences policières, soit 47 secondes d’antenne... Nous observons une dissonance entre ce que nous voyons nous-même sur le terrain, au contact des personnes qui luttent et ce que relaie la majorité des médias.

Une telle couverture médiatique ne masque-t-elle pas les enjeux de la mobilisation ? Les rédactions mettent sous silence ce mouvement social. En tant que futur·es journalistes, nous nous indignons de ces méthodes, contraires à la déontologie journalistique. C’est pourquoi nous devons nous montrer solidaires et affirmons que nous soutenons nos camarades étudiant·es et lycéen·nes face à la répression policière et médiatique.

On nous apprend que les mots servent d’abord à présenter les faits. Les événements récents mettent en lumière la manière dont la majorité des médias opèrent une inversion symbolique, consistant à traiter davantage les dégâts matériels que la perte d’un œil, d’une main ou d’une mâchoire fracturée. Nous dénonçons ici une manipulation sémantique. Pour criminaliser les revendications en cours, les médias qualifient des feux de poubelle de « *violences urbaines* ». Ils décrètent « *violents* » les moindres dégâts matériels quand la répression et les sévices physiques apparaissent sous l’appellation « *maintien de l’ordre* ». Il ne s’agit donc pas seulement d’une différence de vocabulaire mais d’un choix éditorial.

Ces sujets nous concernent toutes et tous. Nous devons nous mobiliser afin que ces enjeux déontologiques ne soient pas étouffés au service de cette répression exercée sur la liberté d’expression. L’essor grandissant de nouveaux médias, sur les réseaux sociaux notamment, est un indicateur important du besoin de représentation que ressentent de nombreux·ses jeunes.

Nous nous opposons aux méthodes de traitement de l’information de certains médias grand public. Ils devraient réaliser un travail important de recontextualisation, qui permettrait de comprendre la complexité d’un mouvement social. En tant qu’étudiant·es en journalisme, il est de notre devoir de nous unir contre cette désinformation qui porte préjudice à la reconnaissance des revendications et occulte les violences policières subies, en grande partie par des mineur·es.

Le journalisme est un contre-pouvoir par nature et l’information, un bien commun. N’oublions pas que l’essor de la presse prend ses racines en pleine Révolution Française, en suivant l’idée républicaine : par le peuple, pour le peuple.

Nous nous reconnaissons davantage dans la couverture de certains médias à la ligne éditoriale indépendante et appelons les médias grand public et leurs journalistes à se responsabiliser. D’autant plus que dans un contexte de campagne présidentielle, le rôle des médias occupe une place majeure.

Chaque journaliste a une responsabilité. S’affranchir du cadre déontologique, en faisant primer l’opinion sur la véracité des faits, revient à condamner à mort, non pas uniquement la profession, mais la démocratie elle-même. Nous ne voulons pas de ce journalisme.

780 étudiantes et étudiants de 15 écoles de journalisme (École de journalisme de CY Cergy, Celsa – Paris, CFJ – Paris et Lyon, ESJ – Lille, École de journalisme de Grenoble, les étudiant·es de l’école de journalisme de l’IFP – Paris, EJCAM – Marseille, les étudiant·es mobilisé·es de l’IJBA – Bordeaux, IPJ – Paris, EDJ – Paris, CUEJ – Strasbourg, IUT de Lannion, EJC – Cannes, Master de journalisme de Metz, EPJT – Tours).

[1] Depuis la parution de la tribune, ce nombre a augmenté. Au 21 octobre, la pétition compte 91 000 signataires. Note d’Acrimed

Pour aller plus loin

Mouvement des lycéens (2026)	
2 octobre 2026 Brève	
Au JT de France 2 : poubelles brûlées partout, revendications des lycéens nulle part	

En ce moment

Tribune 21 octobre 2026	Analyse 20 octobre 2026
« Nous ne voulons pas de ce journalisme »	Dans les médias allemands, cordon anti-nazi ou barrage contre la gauche ?
Analyse 19 octobre 2026	Analyse 16 octobre 2026
« La grande matinale » de France Inter : les interviews défigurent les mobilisations lycéennes	À Dunkerque, La Voix du Nord escorte la Jeep de la police
Dans nos archives 11 janvier 2023 Bérénice Levet, dernier avatar de l’éditocratie 17 octobre 2021 Il y a 60 ans, les médias et le massacre du 17 octobre 1961	Revue 16 octobre 2026 Sortie du Médiacritiques n°60 : Médias en surchauffe
Analyse 12 octobre 2026	Analyse 9 octobre 2026
Libération (et toute la presse) en extase devant les « sermons » de Delphine Horvilleur	Médiatiser les représentants des lycéens : tendre le micro... et confisquer la parole
Charger plus d'articles	Tous les articles



Recevoir l'infolettre !

Inscrivez-vous pour recevoir toutes nos actualités

Votre adresse mail

ex : nom@exemple.fr

S’inscrire gratuitement

☐ Nous utilisons la plateforme Brevo pour envoyer notre infolettre. En cochant cette case, vous acceptez que votre adresse mail et les données que vous avez fournies soient traitées conformément à la politique de confidentialité de Brevo.

Notre association

Acrimed, observatoire des médias

Acrimed (Action-Critique-Médias) est une association d’intérêt général à but non lucratif, fondée en 1996. Observatoire des médias né du mouvement social de 1995, Acrimed cherche à mettre en commun savoirs professionnels, savoirs théoriques et savoirs militants au service d’une critique indépendante, radicale et intransigente.

Qui sommes-nous ?

Pour qu’un autre monde soit possible, d’autres médias sont nécessaires !

Acrimed est une association qui tient à son indépendance. Nous ne recourons ni à la publicité ni aux subventions publiques. Vous pouvez nous soutenir en faisant un don ou en adhérant à l’association.



médias



Liens utiles

- Toutes nos rubriques
- Médiacritiques
- La carte des médias
- Nos vidéos sur Blast
- Nos livres

À propos

- Qui sommes-nous
- Transparence financière
- Nous contacter

Nous soutenir

- Faire un don
- Adhérer à l'association
- Recevoir l'infolettre